

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Renault : le chantage à l'emploi**

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mercredi 23 janvier 2013

---

**Démocratie & Socialisme**

---

L'annonce par Renault de la suppression de 7500 emplois d'ici 2016 est un révélateur de l'arrogance et du sentiment d'impunité des grands groupes industriels à l'égard de leurs salariés et des pouvoirs publics.

Quelques jours après la conclusion entre les représentants patronaux et trois organisations syndicales d'un accord sur la « sécurisation de l'emploi », le constructeur automobile en démontre toute la nocivité.

C'est au cours de la négociation sur la compétitivité que la direction de la marque au losange a révélé un projet de restructuration qui conduit à une réduction de 15 % de ses effectifs sur le territoire. Il s'agit de 5 700 emplois non renouvelés et de 1 800 départs anticipés dont les deux tiers concernent directement le pôle de production de l'entreprise.

Le groupe espère réaliser une économie de 400 millions d'euros sur ses coûts fixes et retrouver des marges financières dans un contexte de recul significatif de ses ventes dans les pays de l'Union Européenne. Pourtant avec 786 millions de profits déclarés au premier semestre 2012, les ressources de l'entreprise demeurent élevées et semblent moins affectées que celles de ses concurrents les plus proches.

La simultanéité de cette déclaration de la direction de Renault avec la signature d'un « compromis » portant sur la réforme du marché du travail a de quoi inquiéter les salariés. Les dirigeants d'entreprises ont en effet obtenu des garanties décisives sur leur prédominance dans l'établissement des normes, la détermination et la définition de l'emploi. Il revient désormais aux travailleurs d'accepter les conditions fixées par l'entreprise, de s'adapter aux nouvelles recommandations et de se féliciter de ne pas perdre leur travail.

À ce titre le cas de Renault est exemplaire. Les salariés doivent en plus de la diminution des emplois consentir à une augmentation de 6,5 % de leur temps de travail sans contrepartie de salaires, une mobilité obligatoire sous forme de détachement temporaire et une impossibilité de cumuler les congés non pris. Pour la direction l'accord des syndicats à ce plan de rigueur conditionne la pérennité de nombreux sites sur le territoire.

Alors que près de 35 % des automobiles en circulation ont plus de 10 ans, que le marché de l'occasion reste dynamique et que la production de l'entreprise dans les pays tiers ne cesse d'augmenter, le groupe Renault semble vouloir privilégier la rentabilité à court terme au développement industriel.

**L'État actionnaire doit contraindre le groupe dirigeant à s'expliquer sur ses choix stratégiques, à maintenir l'activité dans ses diverses unités de production et à assurer des conditions décentes à ses salariés. Aucun nouveau modèle social n'émergera de l'humiliation des travailleurs, de l'abaissement du travail et de l'arbitraire managérial.**

- ▶ PS : À lire dans le [numéro 201 de Démocratie & Socialisme](#) l'article de Cyril Gispert : « *Salaires, emploi et profits : un conflit d'intérêts ?* ».